

# **SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE**

## **CGT, CFDT, et SUD**

### **Déclaration liminaire sur le rapport d'activité et le budget pour le CTR du 6 novembre 2012**

L'examen du rapport d'activité interne de l'Insee 2011 et des documents budgétaires pour l'année 2013 est l'occasion de faire un bilan, à mi-parcours, des effets du projet de Moyen-Terme mal nommé « Ambition 2015 » et démontre la nécessité de revoir complètement ce projet pour les années à venir.

Il ne s'agit pas de redire ici tout ce que nous avons déjà dit à de nombreuses reprises sur ce projet qui n'avait, dès l'origine, pas d'autre ambition que celle de désorganiser l'Insee pour gérer les baisses d'effectifs et mettre en place le projet de délocalisation profondément destructurant pour l'ensemble de la statistique publique.

A cela s'ajoute un budget trop faible. En effet, si celui-ci est revenu à son niveau de 2008 il n'est pas satisfaisant car de nouvelles dépenses s'ajoutent.

Il s'agit de regarder comment concrètement ce projet s'est traduit pour les établissements et les agents de l'Insee. Depuis 2010, la baisse des effectifs entamée dès le milieu des années 2000 s'est nettement accélérée. Une fois de plus, la direction a fait le choix de faire payer le plus lourd tribut aux directions régionales. Ces dernières qui représentent 70% des agents ont encaissé 90% des baisses. La moitié d'entre elles ont perdu au moins 10% de leur effectif en seulement 2 ans.

Ce rythme effréné de suppressions d'emplois nuit forcément aux conditions de travail des agents et à l'exercice de nos missions. Si celles-ci ont pu être menées à bien, c'est uniquement grâce au professionnalisme et aux sacrifices consentis par les agents au détriment de leur vie personnelle et de leur santé.

Les chiffres fournis par le rapport d'activité sont à cet égard édifiants. Les agents sont de plus en plus nombreux à ne pas pouvoir prendre la totalité de leur droit à congés. Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, le nombre de jours stockés sur les comptes épargne temps des agents correspond à 544 équivalents temps plein, soit 130 de plus qu'il y a 2 ans. Si les agents décidaient de les poser d'un coup en 2013, l'institut perdrait brutalement plus de 10% de ses effectifs. Et s'ils préféraient les racheter, cela coûterait la modique somme de 11 millions d'euros.

Parallèlement, le nombre de jours d'absence liés à des accidents de services a plus que doublé sur cette même période. Peut-on parler encore de gain de productivité ? Nous avons franchi la limite du supportable.

A ce titre, nous ne pouvons pas nous satisfaire de la programmation budgétaire triennale qui prévoit pour l'Insee la suppression de 300 postes supplémentaires à l'horizon 2015. Avec le personnel, nous continuerons à nous mobiliser contre toute politique de réduction des emplois publics à tous les niveaux.

Nous constatons qu'une inflexion a, toutefois, été donnée concernant le niveau de ces suppressions d'emploi par rapport à la période écoulée. Cela vous donne aujourd'hui des marges de manœuvre supplémentaires pour définir une autre stratégie pour l'avenir de l'institut. C'est pourquoi vous devez nous présenter un nouveau projet de Moyen-Terme qui tienne compte de ce changement de contexte.

Jusqu'à ce jour, nous ne voyons aucun signe marquant une volonté de changement tant dans l'orientation de votre politique que dans la méthode de conduite des évolutions.

Au contraire, les rapports sur les audits d'efficacité sur l'action régionale et le recensement de la population, les postes ouverts à la mobilité géographique des B et C sont autant de signaux très négatifs envoyés aux agents, notamment des directions régionales.

La publication des audits et la reprise de leurs préconisations par le comité de direction sans consultation des agents et de leurs représentants ont été vécues comme une marque de mépris vis-à-vis de la qualité du travail réalisé. De plus, cela a été perçu comme une volonté manifeste de la direction de casser le service statistique régional.

Pour nous, l'avenir de la statistique publique passe par sa capacité à répondre aux besoins réels des citoyens. Nous souhaitons que la période à venir rompe avec ces dernières années, que l'Insee soit à la hauteur de la demande sociale et que ses agents soient satisfaits d'apporter leur pierre à cet édifice.